

Ford Aquitaine Industries : rejet du PSE et rencontre des "Ford" avec Punch à Strasbourg

Par Jean-Philippe Déjean | 29/01/2019, 15:04 | 624 mots



Les syndicalistes de Ford il y a quelques mois devant Bercy. (Crédits : DR)

La Direccte de Nouvelle-Aquitaine a rejeté ce lundi 28 janvier l'homologation du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de Ford Aquitaine Industries, à Blanquefort (Gironde). Ce mardi matin Bercy a fait savoir aux journalistes que le ministère de l'Économie et des finances attend que le groupe belge Punch, repreneur déclaré de FAI, prouve sa solidité. Un groupe Punch dont l'intersyndicale de FAI va rencontrer les dirigeants vendredi à Strasbourg.

La dernière décision de la Direccte (direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi) de Nouvelle-Aquitaine, qui a refusé ce lundi 28 janvier d'homologuer le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui doit être déployé par Ford à Ford Aquitaine Industries (FAI), à Blanquefort, redonne un peu d'air aux 850 salariés de l'usine. Bercy estimait ainsi ce mardi matin que Ford allait assez rapidement rendre la nouvelle copie de son PSE à la Direccte de Nouvelle-Aquitaine. Ce qui pourrait faire gagner entre 15 jours et un mois aux salariés qui soutiennent la poursuite d'une activité dans l'usine.

[Lire aussi : Ford Aquitaine Industries : tout est fini, Ford refuse la reprise de l'usine](#)

Un délai supplémentaire qui ne sera pas du luxe car la vision qu'a fait valoir Bercy ce matin sur ce dossier brûlant semble bien marquer un virage. En décembre dernier, au moment où le constructeur automobile américain a fait connaître son choix en faveur du

PSE et de la fermeture de l'usine, rejetant toute poursuite d'activité à FAI, Bruno Le Maire avait violemment dénoncé cette attitude, invitant Jim Hackett, le PDG de Ford Motor Company, à discuter avec lui au téléphone. Mais Jim Hackett n'a jamais répondu aux sollicitations du ministre de l'Economie et des finances de France. Et selon une source proche du dossier, le seul entretien téléphonique que Bruno Le Maire aurait eu à cette période se serait tenu avec un dirigeant de Ford Europe, à Cologne, dans une ambiance détestable.

Bercy sur la même longueur d'ondes que Ford ?

Impossible de savoir ce qui a pu se passer depuis entre Ford et Bercy, toujours est-il que Bercy fait désormais mine d'être aligné sur le discours de Ford, groupe avec lequel tous les ponts n'auraient pas été rompus.

"Nous devons avoir confirmation que Punch a bien des clients industriels, pour démontrer que son plan est solide. Punch doit ainsi nous montrer des lettres d'intention de clients, c'est vital pour que le plan soit crédible. A partir de là Ford, avec qui nous sommes toujours en contact, sera prêt à débloquer l'investissement nécessaire à la relance de l'activité. Investissement qui devrait représenter plusieurs millions d'euros. La crainte de Ford c'est d'être rattrapé par ce dossier comme il y a sept ans ([quand le groupe avait tenté de se débarrasser de l'usine mais avait finalement dû y revenir -Ndlr](#))" analyse-t-on à Bercy.

Ce qui est une vraie nouvelle même si le fabricant de voitures n'aurait pas encore, selon la même source, précisé les options qu'il serait disposé à suivre en termes de réindustrialisation.

Les syndicats à Strasbourg pour trouver une solution

Le PSE proposé par FMC est jugé d'un bon niveau social, avec un montant brut global (tout compris : il ne s'agit pas de primes) de 200.000 euros par salarié. Tout ce dont on peut être sûr, c'est que Punch revient non seulement sur le devant de la scène mais qu'il en occupe le centre. Autant dire qu'il ne serait pas impossible que Ford soit à la manœuvre pour décrédibiliser définitivement la proposition de reprise du groupe belge, qui gère à Strasbourg une usine de boîtes de vitesses pour le compte de General Motors. Est-ce un signe ? Ce vendredi 1er février un voyage intéressant à destination de la capitale alsacienne est attendu.

"Nous allons à Strasbourg vendredi pour faire un point sur le dossier Ford Aquitaine Industries avec les dirigeants de Punch. Cette rencontre aura lieu à l'initiative de l'intersyndicale CFE-CGC, FO, CGT. Car il faut trouver une solution" annonce ainsi Gilles Lambersend, secrétaire général (CGT) du comité d'entreprise de Ford Aquitaine Industries.